



Communiqué de Presse du 29 novembre 2016

Contact presse : Jean-François Besson, Secrétaire général : 06 07 61 51 93
Laurence Coudière, Chargée de communication : 04 50 87 86 37

Pétition « Non à la fermeture des petites douanes » 7.729 signatures remises au Grand Conseil

Ce mercredi 30 novembre, Michel Charrat, Président et Fabrice Radigon, Vice-Président et responsable de la commission Transports du Groupement transfrontalier européen, ont déposé la pétition qu'ils ont initiée en octobre dernier, suite à l'annonce de Luc Barthassat, Conseiller d'Etat de Genève, de fermer quatre douanes, tous les matins, entre Genève et la France voisine.

Cette pétition a réuni 7.729 signatures. Fort de ces soutiens, le GTE demande au Grand Conseil l'ouverture d'un débat sur la fermeture de ces douanes et plus largement de préciser sa vision sur les questions de mobilité transfrontalière.

Michel Charrat n'a pas caché sa satisfaction devant le nombre de pétitionnaires et a fait part de son étonnement quant aux témoignages qui accompagnaient les signatures : « *Ce qui nous a le plus surpris avec cette pétition, ce sont les centaines de commentaires que nous avons reçus. Nous avons été étonnés par le ras le bol de nombreux Suisses devant cette politique de clivage des populations.* »

Après le péage pour entrer dans Genève, le refus des parkings sur France, l'augmentation du prix des transports en commun en zone frontalière, cette décision est perçue par de nombreux transfrontaliers Suisses et Français comme une nouvelle provocation.

Dans un contexte transfrontalier, l'ouverture ou la fermeture d'une douane ne peut être une décision prise unilatéralement. Il est regrettable que, alors que le Grand Genève se construit, l'ensemble des populations concernées ne puisse pas démocratiquement s'exprimer sur une question aussi essentielle que la mobilité.

Le Groupement transfrontalier attend désormais la décision du Grand Conseil sur les suites qui seront données à cette pétition. Michel Charrat et Fabrice Radigon, espèrent pouvoir être auditionnés par le Grand Conseil et ainsi exprimer les difficultés rencontrées par les transfrontaliers aussi bien Suisses que Français.

Jean-François Besson
Secrétaire général